

de le démontrer, a besoin de la guerre, pour faire triompher sa politique, et, pour faire la guerre, elle a besoin de l'alliance volontaire ou forcée de l'Italie et de la France. L'Autriche, pour faire triompher la sienne, a besoin de la paix, et la neutralité réelle, sincère, bienveillante de la France lui suffit.

En effet, si tout espoir dans des appuis extérieurs est enlevé au cabinet prussien, le conflit soulevé par la question des duchés et par le projet de réforme fédérale, demeure circonscrit en Allemagne, il reste aux mains de la Diète germanique, à la décision de laquelle la Prusse l'a soumis, par sa motion du 9 avril; il entre dans la phase des négociations et dans la sphère plus calme de la diplomatie.

Dans cette sphère, l'Autriche retrouve ses avantages. La position qu'elle a prise, à la tête de la Diète, est inattaquable. Elle demande le désarmement, comme sanction de la parole donné par le roi Guillaume Ier et par l'empereur François-Joseph de ne pas vouloir prendre l'initiative d'une guerre. Elle accepte l'examen et la discussion d'un projet de réforme fédérale dont elle reconnaît la nécessité et dont elle avait pris elle-même l'initiative en 1863. Au projet de M. de Bismark, qui tend à diviser la confédération, à créer ce qu'on appelle la petite Allemagne, c'est à dire la grande Prusse, à ce projet conçu au point de vue exclusivement prussien, l'Autriche opposera un plan de réforme fédérale favorable à l'unité de l'Allemagne agrandie par les duchés, à la résurrection de la puissance de la Diète si affaiblie depuis vingt ans au maintien de la forte position qu'elle occupe elle-même au sommet de la Diète. Elle saisira en même temps la Diète, au nom de l'article XI du pacte fédéral, du conflit qui divise les deux grandes

puissances dans les duchés, et proposera nécessairement d'en appeler au vœu des populations des duchés, comme M. de Bismark propose d'en appeler au suffrage universel en Allemagne.

L'Autriche se promettait bien, le lendemain du jour où la réconciliation avec la Hongrie serait faite et les liens entre les pays hongrois et le reste de l'empire raffermis, de reprendre, à Francfort, sa politique allemande de 1863. M. de Bismark a brusqué les événements et offre aujourd'hui à l'Autriche les chances que celle-ci n'attendait que de l'avenir. L'Autriche est trop habile pour ne pas en profiter et pour ne pas reprendre sur les États secondaires tout l'ascendant que la convention de Gastein lui avait fait perdre.

On le voit clairement: à la Prusse, il faut la guerre et, comme condition, l'alliance française; à l'Autriche, il faut la paix, et elle n'a besoin que de la neutralité franche et effective de l'empereur Napoléon III. C'est pour cela que l'Allemagne, l'Europe et l'opinion sont aujourd'hui avec l'Autriche et contre la Prusse.

Le mot du grand Frédéric rappelé hier par *le Temps*: "Si j'étais roi de France, pas un coup de canon ne se tirerait en Europe sans ma permission;" ce mot, quelque peu outré, est, en ce moment, littéralement vrai. C'est aussi pour cela que tous les regards de l'Europe sont fixés sur les Tuileries; c'est là que se trouve la solution, c'est donc là que se trouve aussi la responsabilité.

Quel est l'intérêt de la France? J'ai examiné, dans mon écrit de l'an dernier, quel est cet intérêt; je n'ai pas à y revenir; je n'ai qu'à maintenir plus que jamais mes convictions. L'intérêt de la France est manifestement du côté de l'Autriche, c'est-à-dire de la paix, et nullement du côté de la Prusse,